

*L'Adresse—M. Crouse*

seront les plus touchées et la façon dont nous pouvons les aider à profiter des réductions de tarifs qui pourront résulter de ces négociations. Tous ceux qui m'écoutent attentivement conviendront que nous avons fait preuve d'un leadership économique formidable à l'égard de toute l'industrie canadienne. Nous avons obtenu la collaboration des syndicats—une quarantaine de syndicats différents ont participé à l'élaboration des rapports de ces groupes d'étude ainsi que la plupart des provinces. Nous concentrons nos efforts pour aider l'homme d'affaires canadien, car nous croyons que le secteur privé est véritablement le moteur de la relance et de l'expansion économiques. Et mon ministère déploie également des efforts intensifs pour promouvoir le commerce.

Le chef de l'opposition (M. Clark) a mentionné ma visite au Japon. Les députés n'ignorent pas qu'en effet, je me suis rendu au Japon et en Corée cet été, et j'ai été extrêmement heureux de constater que nous avons la possibilité d'augmenter nos ventes au Japon. Récemment, avec l'aide de mon ministère, un important groupe d'hommes d'affaires canadiens est allé visiter la Chine continentale. Ils m'ont parlé en détail de leurs espoirs d'augmenter leurs ventes à la Chine.

Les représentants du secteur privé et de Pétro-Canada qui s'occupent de prospection pétrolière ont participé à ce voyage d'affaires et sont convaincus qu'il aura des résultats extrêmement positifs. On travaille avec acharnement en Indonésie et dans plusieurs pays d'Amérique du Sud. Grâce aux foires et à la promotion commerciales, tous les pays du monde se rendent de mieux en mieux compte de la compétence des industriels canadiens et de leur capacité concurrentielle sur les marchés internationaux. A l'appui de mon argument, je ne citerai que l'exemple d'un article de journal que j'ai lu ce matin: le Canada vend des appareils photos au Japon. C'est un peu comme si on apportait de l'eau à la mer mais c'est certainement une preuve de nos compétences et de nos capacités.

Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire. Nous déployons de gros efforts dans le secteur de l'automobile qui emploie le plus grand nombre de travailleurs en Ontario. Nous accordons aussi une grande attention à l'industrie de la construction et de la réfection navale, tant sur la côte Est que sur la côte Ouest. Tout le monde sait que l'industrie de la construction navale est suréquipée aujourd'hui. Toutefois, nous pouvons et devons améliorer nos installations afin de pouvoir assurer une grosse partie des travaux de réfection nécessaires, si l'on veut permettre à nos navires de transporter les marchandises canadiennes à travers le monde.

Je dirai, en conclusion, que je suis convaincu que les milieux d'affaires apprécieront nos efforts à leur juste mesure. Des réunions auxquelles participeront les ministres de l'Industrie et du tourisme provinciaux doivent avoir lieu à la fin du mois. L'économie canadienne est en bonne santé et tout tourne rond.

**Des voix:** Bravo!

● (1412)

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat en réponse au Discours du trône et je commencerai par féliciter le motionnaire et le comotionnaire de l'Adresse qui, par leur réponse font honneur à leur circonscription.

En 1859, Charles Dickens faisait publier en un volume l'Histoire des deux cités. Il y a de cela quelque 119 ans. Au premier chapitre de cette histoire classique Dickens écrivait:

C'était la plus belle et la pire des époques; c'était un âge de sagesse et un âge de folie; c'était une ère de croyance, mais aussi d'incrédulité; c'était la saison des lumières et celle des ténèbres; c'était à la fois le printemps de l'espérance et l'hiver du désespoir. Tout s'offrait à nous, tout nous était refusé; le ciel nous accueillait tandis que l'enfer s'ouvrait sous nos pas.

Bien que ce texte fut publié en 1859, Dickens emprunte ces mots pour décrire les conditions qui existaient entre les peuples d'Europe de langue anglaise et ceux de langue française en 1775. Ces mots décrivent le désordre qui régnait alors au sein des nations.

Malheureusement, les choses ne sont guère améliorées depuis. On pourrait fort bien reprendre les mots que Dickens écrivait en 1859 pour dépeindre les conditions de vie actuelles au Canada. Voici un Discours du trône qui ouvre la quatrième session de la trentième législature. Il se répète et nous induit en erreur. Je dis qu'il se répète car on y parle de renforcer l'économie et d'aider le secteur privé pour assurer la relance. Nous savons depuis des années que c'est ce qu'il faut faire. En fait le gouvernement le répète depuis quelque temps déjà, mais jusqu'ici n'a malheureusement encore rien fait dans ce sens.

Le 17 février 1972 par exemple voici ce que l'on nous disait dans le Discours du trône:

Notre pays trahit son intention profonde s'il néglige de s'assurer que son bien le plus précieux, à savoir ses ressources humaines, n'est pas gaspillé.

Comme ces mots sont vrais!

Le 4 janvier 1973, on nous disait également dans le discours du trône:

Le moment est venu de fournir au Parlement un rapport complet sur la situation économique et financière du Canada et de proposer des mesures fiscales, ainsi que d'autres mesures nécessaires à la bonne gestion de l'économie.

On pouvait lire ce qui suit dans le discours du trône du 18 octobre 1977:

Les privations qu'engendre actuellement le chômage au Canada sont profondément troublantes. Il n'est ni juste ni admissible qu'autant d'hommes et de femmes se voient frustrés de la dignité d'un travail rémunérateur, et qu'ils soient incapables de s'acquitter de leurs obligations financières et de faire des projets d'avenir en toute confiance.

Il est évident que le gouvernement libéral alors même qu'il exerçait le pouvoir était bien au courant des problèmes mais, malheureusement, il n'a pris aucune mesure corrective au cours des dix dernières années.

Je prétends que le discours du trône est trompeur car on peut y lire:

En conséquence, on prévoit un taux de croissance des dépenses de 8,9 p. 100 pour la prochaine année financière, donc bien en deçà des 11 p. 100 prévus dans le cas du produit national brut.

C'est ce genre de discours ambigu que le gouvernement fait quand il parle d'économie, qui, au cours des années, a amené le Canada au bord de la ruine économique. On peut maintenant se poser des questions sur les garanties que le premier ministre (M. Trudeau) a faites au sommet économique de Bonn où il a promis que nous connaîtrions une croissance économique de 5 p. 100. Je prétends que cette affirmation est discutable parce que tous les économistes et tous les journaux financiers du pays nous disent que nous pourrions nous estimer heureux d'atteindre un taux de croissance d'environ 4 p. 100, et non de 5 p. 100 comme l'a promis le premier ministre ou de 11 p. 100 comme on l'affirme dans le discours du trône.

Nous sommes aujourd'hui témoins que le gouvernement libéral actuel de Trudeau trompe cruellement la population. On nous dit dans le discours du trône que le gouvernement intensifiera sa lutte contre le chômage et l'inflation, qu'il respectera les engagements qu'il a pris en 1976 lorsqu'il a